



Marché n°2025DG18

**Maîtrise d'œuvre relative aux travaux de réfection des
façades des bâtiments Niepce et Cassin du Cned**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

SOMMAIRE	2
1. OBJET DU MARCHE	6
2. FORME DU MARCHE	6
2.1. PROCEDURE	6
2.2. FORME DU MARCHE.....	6
2.3. ALLOTISSEMENT.....	7
2.4. ELEMENTS FINANCIERS	7
3. DUREE DU MARCHE	7
4. PIECES CONTRACTUELLES.....	7
5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	8
6. CALENDRIER PREVISIONNEL.....	8
7. PROGRAMME D'EXECUTION	8
8. CONDUITE DES PRESTATIONS – INTERVENANTS EXTERIEURS	8
9. RESPONSABILITE DU TITULAIRE	9
10. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	10
10.1. CO-TRAITANCE.....	10
10.2. SOUS-TRAITANCE	10
11. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
12. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	10
13. CONFIDENTIALITE	11
14. NEUTRALITE	11
15. PRESENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS	11
15.1. EN PHASE ETUDES	11
15.1.1. PRESENTATION DES PRESTATIONS.....	11
15.1.2. APPROBATION DES PRESTATIONS	11
15.2. EN PHASE TRAVAUX.....	11
15.2.1. VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTES DES ENTREPRENEURS	11
15.2.2. VISA DES ETUDES FAITES PAR LES ENTREPRENEURS	12
16. ASSURANCE	12
17. PENALITES.....	12

17.1.	PENALITES POUR RETARD	12
17.2.	PENALITES FORFAITAIRES	13
18.	ENGAGEMENT DE LA MAITRIE D'ŒUVRE SUR LE COUT DE L'OPERATION.....	13
18.1.	EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE AVANT LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	13
18.1.1.	FORFAIT PROVISoire DE REMUNERATION (STADE NOTIFICATION DU MARCHE DE MOE).....	13
18.1.2.	FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION (STADE AVP ACCEPTE).....	13
18.1.3.	PRISE EN COMPTE DES MODIFICATIONS INTERVENUES.....	14
18.2.	EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	14
18.2.1.	COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX (STADE NOTIFICATION DES MARCHES DE TRAVAUX).....	14
18.2.2.	COUT TOTAL DEFINITIF DES TRAVAUX (STADE FIN DES TRAVAUX).....	14
19.	DISPOSITIONS FINANCIERES.....	15
19.1.	FORME DES PRIX	15
19.2.	CONTENU DES PRIX.....	15
19.3.	TAUX DE TVA – MONNAIE	15
19.4.	REFACTION DU PRIX	16
19.5.	CLAUSe DE REEXAMEN.....	16
19.6.	AVANCE	17
19.7.	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	17
19.7.1.	DELAi DE PAIEMENT	17
19.7.2.	INTERETS MORATOIRES	17
19.7.3.	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	17
19.8.	CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	19
20.	UTILISATION DES RESULTATS	19
21.	RESILIATION	19
22.	DIFFERENDS	19
23.	COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	19
24.	DEROGATIONS AU CCAG-MOE	19

135 000

Formations dispensées

Dans un monde ouvert et en mutation, le Cned s'est donné pour mission de garantir à chacun, quelle que soit sa situation, les moyens de sa réussite scolaire et professionnelle.

200

formations
proposées

**Le Cned
au service
de toutes
les réussites**

1 700 607 évaluations corrigées
87 % des copies dématérialisées
2,68 jours, délai moyen de correction
des copies numériques

427 000 appels reçus
146 000 courriels reçus
+ de 6 millions
de visiteurs sur le site cned.fr

Budget et effectifs

Budget

92,6 m€
de budget

52,9 m€
de recettes
commerciales

34 m€
de subvention
pour charge
de service public

Effectifs

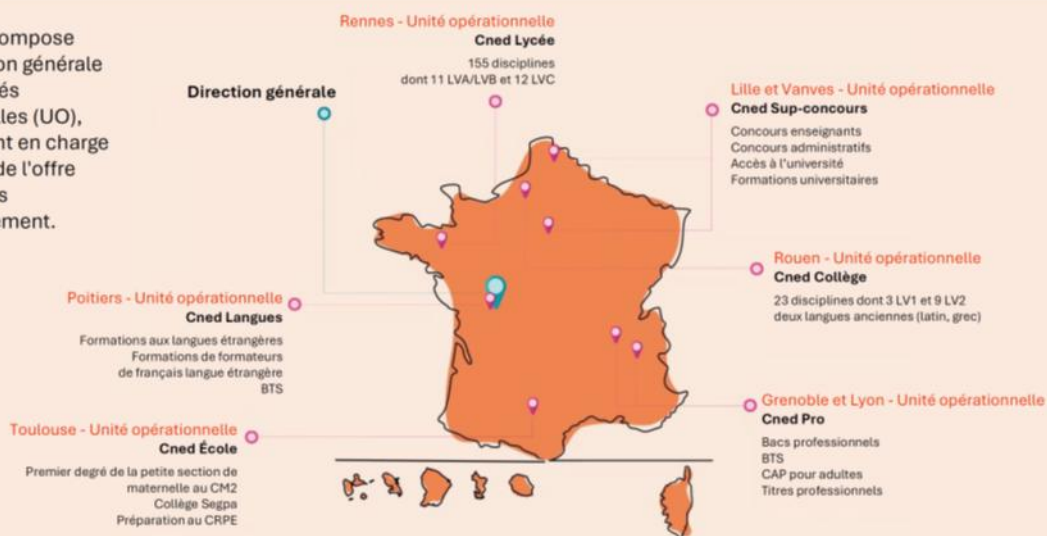
975
agents

1 100
enseignants
de l'éducation
nationale

+ de 2 000
experts
pédagogiques



Le Cned se compose d'une direction générale et de six Unités Opérationnelles (UO), chacune étant en charge d'une partie de l'offre de formations de l'établissement.



1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des missions d'assistance et de conseil auprès du maître d'ouvrage ainsi que des prestations de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de travaux de ravalement des façades des deux bâtiments du site du Cned de Chasseneuil du Poitou (86360), sis :

- Direction générale - Télérport 2 - 2, Boulevard Nicéphore Niepce
- Direction générale - Télérport 2 - 14, avenue René Cassin.

Les missions de maîtrise d'œuvre mentionnées dans le présent CCAP correspondent a minima aux définitions des articles R2431-4 et suivants du code de la commande publique ainsi qu'aux textes auxquels ces articles se réfèrent.

2. FORME DU MARCHÉ

2.1. Procédure

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 à R 2123-7 du code de la commande publique.

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le Cned se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire, des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2.2. Forme du marché

Le marché est un marché à tranches en vertu des articles R 2113-4 à R 2113-6 du code de la commande publique.

Il comporte trois tranches :

- ✓ Une tranche ferme (TF) portant sur les prestations de **conception des travaux pour les deux bâtiments** :
 - Phase de conception (visite et rédaction d'une étude de diagnostic) – mission DIAG,
 - Réalisation d'un avant-projet définitif – mission AVP,
 - Réalisation d'un projet chiffré avec calendrier prévisionnel – mission PRO,
 - Rédaction et remise d'un dossier de consultation des entreprises pour les deux bâtiments – mission DCE,
- ✓ Une tranche optionnelle N°1 (TO1) portant sur les prestations de maîtrise d'œuvre nécessaires à **la réalisation des travaux concernant le bâtiment Cassin** :
 - Aide à la contractualisation des marchés de travaux, portant notamment sur l'analyse des offres – mission ACT,
 - Le visa des pièces écrites et graphiques produites par les entreprises – mission VISA,
 - La direction de l'exécution des Travaux – mission DET,
 - L'assistance à la réception des travaux, y compris la levée des réserves – mission AOR.
- ✓ Une tranche optionnelle n°2 (TO2) portant sur les prestations de maîtrise d'œuvre nécessaires à **la réalisation des travaux concernant le bâtiment Niepce** :
 - Aide à la contractualisation des marchés de travaux, portant notamment sur l'analyse des offres – mission ACT,
 - Le visa des pièces écrites et graphiques produites par les entreprises – mission VISA,
 - La direction de l'exécution des Travaux – mission DET,

- L'assistance à la réception des travaux, y compris la levée des réserves – mission AOR.

2.3. Allotissement

Le marché ne sera pas alloti au sens de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique car une dévolution en lots séparés peut rendre techniquement difficile la gestion et l'exécution des prestations et augmenter les coûts d'exécution des prestations en raison de la nature technique indissociable des prestations attendues.

2.4. Eléments financiers

Le montant estimé du marché est de 90 000 € HT.

3. DUREE DU MARCHÉ

Le marché s'exécute à compter de sa date de notification et s'achève à la fin de la période de garantie de parfait achèvement du/des marché(s) de travaux, ou après prolongation de ce délai lors de la levée de la dernière réserve

La tranche ferme (TF) : phases conception pour les 2 bâtiments, s'exécute à compter de la notification du marché.

L'affermissement des deux tranches optionnelles pourra intervenir jusqu'en 2028 inclus. Les prestations prévues dans ces tranches pourront s'exécuter soit en simultané, soit en décalé.

Le titulaire disposera d'un délai maximum de deux mois entre la notification de la décision d'affermissement et le démarrage de la tranche optionnelle. Ce délai pourra cependant être réduit en cas d'accord des parties formalisé dans la décision d'affermissement.

L'absence d'affermissement ne donnera lieu à aucune indemnité au bénéfice du titulaire.

4. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les documents contractuels sont les suivants, par ordre ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) incluant le programme de travaux et l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s), tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les livrables seront principalement remis en version dématérialisée ; pour toute demande d'impression papier, les livrables devront prioritairement être imprimés sur papier recyclé ou issus de forêts gérées durablement.

6. CALENDRIER PREVISIONNEL

Si les tranches optionnelles sont déclenchées de manière décalée, les délais de réalisation des missions sont les suivants :

Missions de base	Désignation	Délais d'exécution globaux
3.1 DIAG	DIAGNOSTIC	2 semaines
3.2 AVP	ETUDES D'AVANT-PROJET	4 semaines
3.3 PRO	ETUDES DE PROJET	2 semaines
3.4. DCE	REMISE DU DCE	1 semaine
3.4 ACT	ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	2 semaines
3.5 VISA	CONFORMITE ET VISA DES ETUDES D'EXECUTION	1 semaine
3.6 DET	DIRECTION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX	6 mois
3.7 AOR	ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTION	1 mois

Si les tranches optionnelles sont réalisées de manière simultanée, les délais ci-dessus pourront faire l'objet d'un ajustement par voie d'avenant.

7. PROGRAMME D'EXECUTION

Le programme d'exécution des prestations est celui remis par le titulaire dans son offre technique. Il précise notamment les ressources, les méthodes d'exécution des prestations et précise le calendrier d'exécution particulier de chaque prestation. Le délai ne peut être supérieur aux délais prescrits ci-dessus.

Des prolongations de délai peuvent être octroyées par le Cned dans les limites et conditions des dispositions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

8. CONDUITE DES PRESTATIONS – INTERVENANTS EXTERIEURS

8.1. Personne nommément désignée pour le suivi du marché

Il est fait application de l'article 3.4.1 du CCAG-MOE.

Le titulaire désigne dès la notification la ou les personnes chargées du suivi du marché, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché.

8.2. Remplacement des personnes nommément désignées

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire doit en informer sans délai le Cned.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-MOE, le titulaire propose un nouvel intervenant dans un délai de 15 jours maximum à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.

Si le Cned constate cette indisponibilité, il notifie ce constat par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-MOE, dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

Le Cned applique des pénalités dès lors que le titulaire effectue plus de deux changements par période d'un an pour le chef de projet.

Le titulaire est responsable du tuilage entre ses préposés qu'il assure à ses frais. Cette période de recouvrement permettant d'assurer la continuité du service ne peut être inférieure à 2 jours ouvrés à plein temps.

8.3. Responsabilité hiérarchique et technique

Pendant toute la durée d'exécution du marché, les préposés du titulaire demeurent sous la responsabilité et l'autorité de leur employeur titulaire du marché. Le Cned adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché qui prend les mesures correctives nécessaires.

8.4. Intervenants extérieurs

Contrôleur technique

Le contrôleur technique ainsi que ses missions seront précisés ultérieurement.

Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

9. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

10. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

10.1. Co-traitance

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans un délai de 15 jours maximum à compter de la notification par le groupement de la défaillance ou du constat par le Cned, notifié par tout moyen permettant de donner date certaine.

En cas d'absence de réponse dans le délai imparti, le cocontractant figurant en 1^{ère} position après le mandataire dans la lettre de candidature devient le nouveau mandataire du groupement.

10.2. Sous-traitance

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique (articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants), le titulaire a la possibilité de sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, sous sa responsabilité.

Le titulaire doit préalablement demander l'acceptation du/des sous-traitant(s) envisagé(s), ainsi que l'agrément des conditions de paiement, au Cned par la transmission des documents suivants :

- L'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4, joint au DCE), dûment complété et signé, mentionnant en particulier la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom / raison ou dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues,
- Tout document justifiant des capacités financières et professionnelles du sous-traitant envisagé (dont le formulaire DC2).

11. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécutent sur le site de la direction générale du Cned et un bâtiment voisin (cf. article 3 du CCTP).

La présence du ou des représentants du titulaire sera requise pour la participation à des réunions, principalement sur le site de la direction générale à Poitiers (86). Dans le cas de la présence du représentant du titulaire dans les locaux du Cned, celui-ci doit se conformer au règlement et aux consignes inhérents aux bâtiments et services concernés.

Le titulaire privilégie, pour ses déplacements lors des interventions sur site, l'utilisation de véhicules respectant au minimum les prescriptions de la norme EURO4, EURO5 ou idéalement EURO6, conformément à la directive 98/69/CE. Il peut aussi choisir tout autre mode de déplacement conduisant à réduire la pollution atmosphérique provoquée par les gaz d'échappement des véhicules à moteur.

12. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire produit, tous les six mois à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D 8222-5 du Code du travail.

Le non-respect de cette obligation est susceptible de justifier la résiliation du marché aux torts du titulaire.

13. CONFIDENTIALITE

L'ensemble des informations, documents quel qu'en soit le support, mis à disposition du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations doit être considéré comme confidentiel au sens et dans les conditions de l'article 5.1 du CCAG-MOE.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

14. NEUTRALITE

Afin d'éviter toute situation de sous-traitance occulte et/ou d'exploitation des données par une société tierce, le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans la réalisation des prestations. Il garantit à ce titre que les préposés diligentés pour l'exécution des prestations, ne sont aucunement liés ou dépendants, de manière directe ou indirecte, à des intérêts d'autres sociétés.

15. PRESENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS

15.1. En phase Etudes

15.1.1. Présentation des prestations

Le maître d'œuvre démarre les études de diagnostic à la notification du marché, les délais d'établissement des documents ultérieurs démarrent immédiatement après chaque approbation du document d'études précédent.

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Chaque document est remis en format dématérialisé soit par mail soit par dépôt en plateforme collaborative dont le maître d'ouvrage sera l'administrateur.

15.1.2. Approbation des prestations

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-MOE, le délai d'approbation des documents par le maître de l'ouvrage est fixé, par défaut, à deux semaines maximum à compter de la réception des études du maître d'œuvre

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, si le maître d'ouvrage ne notifie pas sa décision dans le délai précisé ci-dessus, les prestations sont considérées comme rejetées.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

15.2. En phase Travaux

15.2.1. Vérification des projets de décomptes des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre transmet au maître de l'ouvrage, en vue du mandatement, l'état d'acompte correspondant.

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 10 jours ouvrés à compter de la date de réception du document.

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur.

Après vérifications, le projet de décompte final devient le décompte final.

A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit le décompte général.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et à sa transmission au maître de l'ouvrage est fixé à 10 jours ouvrés à compter de la date de réception du document.

15.2.2. Visa des études faites par les entrepreneurs

Lorsque les études d'exécution des ouvrages sont établies par les entrepreneurs, elles sont soumises au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 5 jours ouvrés après leur réception.

16. ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance responsabilité professionnelle (RCP), au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Durant toute la durée du marché, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier de la mise à jour de la validité du document. En cas de modification des conditions du contrat d'assurance, il doit en informer le Cned dans les meilleurs délais.

17. PENALITES

Par dérogation à l'article 16 du CCAG-MOE, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 €.

17.1. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 16 du CCAG-MOE, les pénalités sont calculées et appliquées comme suit.

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables au regard des délais d'exécution indiqués à l'article 7 du présent CCAP, le titulaire encourt les pénalités suivantes par jour de retard calendaire :

Missions	Pénalité en euros
3.1 DIAG	200
3.2 Autorisations administratives	200
3.2 AVP	200
3.3 PRO	200
3.4 DCE /	200
3.4 ACT	200
3.5 VISA	200
3.6 DET	200
3.7 AOR	200
3.7 DOE	500

Lorsque le Cned envisage d'appliquer des pénalités pour retard, il adresse au titulaire un courrier, transmis par tout moyen, précisant le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées ainsi que le(s) retard(s) concerné(s) ; le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours calendaires à compter de la réception du courrier.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Cned considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

L'application des pénalités pour retard est plafonnée à 10 % du montant HT estimé du marché. Si le montant estimé est dépassé lors de l'exécution du marché, le montant pris en référence est le montant réellement exécuté. Au-delà, les pénalités pour retard ne sont plus appliquées sans préjudice d'éventuelles mesures coercitives à l'encontre du titulaire, ni de la faculté pour le Cned de demander réparation du préjudice subi.

17.2. Pénalités forfaitaires

Pénalité forfaitaire pour absence à réunion sans prévenance au moins 24 heures à l'avance : 150 €.

18. ENGAGEMENT DE LA MAITRIE D'ŒUVRE SUR LE COUT DE L'OPERATION

18.1. Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre avant la passation des marchés de travaux

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

18.1.1. Forfait provisoire de rémunération (stade notification du marché de Moe)

Conformément aux articles R 2112-18 et R 2432-7 du code de la commande publique, le forfait de rémunération est provisoire et basé sur l'enveloppe financière prévisionnelle du/des marché(s) de travaux arrêtée par le maître d'ouvrage.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Les montants des enveloppes prévisionnelles pour chaque bâtiment sont fixés à l'article 3 du CCTP et correspondent aux Coûts Prévisionnels Provisoires (CPP) des travaux.

18.1.2. Forfait définitif de rémunération (stade AVP accepté)

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission AVP. Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé dans la décomposition du prix global et forfaitaire par le montant du Coût Prévisionnel Définitif (CPD) des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

Ce Coût Prévisionnel Définitif des travaux est assorti d'un taux de tolérance **T1 fixé à 10 %** permettant de déterminer un seuil de tolérance **S1** calculé de la manière suivante :

$$\mathbf{S1 : (1+T1) \times \text{Coût Prévisionnel Provisoire (CPP)}}$$

Dans le cas où le coût prévisionnel des travaux H.T. proposé par le titulaire à l'appui de son AVP reste compris dans le seuil de tolérance **S1** défini ci-dessus, la notification de la décision de réception par le maître de l'ouvrage de la mission AVP vaut transformation du forfait provisoire en forfait définitif de rémunération.

Dans le cas où le coût prévisionnel des travaux, proposé par le titulaire à l'appui de son AVP, serait supérieur au seuil de tolérance **S1** défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut :

- Refuser de réceptionner les prestations et demander au titulaire, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle.
- Accepter de réceptionner les prestations du titulaire et l'augmentation du coût prévisionnel des travaux. La fixation du forfait définitif de rémunération se fera par avenant.

18.1.3. Prise en compte des modifications intervenues

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation du/des marché(s) de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

18.2. Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre après la passation des marchés de travaux

18.2.1. Coût de référence des travaux (stade notification des marchés de travaux)

A l'issue de la procédure de consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le Coût de Référence des Travaux (CRT) correspondant aux montants des offres considérées comme les plus avantageuses par le maître d'ouvrage.

Ce Coût de Référence des Travaux (CRT) est assorti d'un taux de tolérance **T2 fixé à 5 %** permettant de déterminer un seuil de tolérance **S2** calculé de la manière suivante :

$$\mathbf{S2 : (1+T2) \times \text{Coût Prévisionnel Définitif (CPD) actualisé}}$$

Le Coût Prévisionnel Définitif (CPD) actualisé est obtenu en multipliant le Coût Prévisionnel Définitif par un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT01 (catégorie bâtiment – référence INSEE 001710986) pris respectivement :

- au mois M1 de validation de l'AVP du marché de maîtrise d'œuvre,
- au mois M2 de remise de l'offre ou des offres définitive(s) ci-dessus.

Le Coût Prévisionnel Définitif (CPD) actualisé se calcule donc de la façon suivante :

$$\mathbf{\text{Coût Prévisionnel Définitif (CPD) actualisé} = \text{BT01 M2} / \text{BT01 M1} \times \text{Coût Prévisionnel Définitif}}$$

Pour l'application de cette formule, le coefficient est arrondi au millième supérieur.

Lorsque le Coût de Référence des Travaux (CRT) est supérieur au seuil de tolérance **S2** défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut :

- Accepter l'offre,
- Demander au maître d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût.

Dans ce cas, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

18.2.2. Coût total définitif des travaux (stade fin des travaux)

Une fois les travaux effectués, le maître d'ouvrage établit le Coût Total Définitif (CTD) des travaux résultant des décomptes finaux et factures des opérateurs économiques chargés des travaux. Ce coût tient compte des avenants et ordres de service éventuels nécessaires aux réalisations prévues dans le périmètre de l'avant-projet. A cet égard, le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document

ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Ce Coût Total Définitif (CTD) est assorti d'un taux de tolérance **T3 fixé à 5 %** permettant de déterminer un seuil de tolérance **S3** calculé de la manière suivante :

$$\mathbf{S3 : (1+T3) \times \text{Coût de Référence des Travaux (CRT) actualisé}}$$

Le Coût de Référence des Travaux (CRT) actualisé est obtenu en multipliant le coût de référence des travaux (CRT) par un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT01 (catégorie bâtiment – référence INSEE 001710986) pris respectivement :

- au mois M2 de remise de l'offre ou des offres définitive(s) ci-dessus.
- au mois M3 d'établissement du décompte Général Définitif des travaux,

Le Coût se calcule donc de la façon suivante :

$$\mathbf{\text{Coût de Référence des Travaux (CRT) actualisé} = \text{BT01 M3} / \text{BT01 M2} \times \text{CRT}}$$

Pour l'application de cette formule, le coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le Coût Total Définitif (CTD) est supérieur au seuil de tolérance **S3** tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le Coût Total Définitif (CTD) et le seuil de tolérance multiplié par le taux de 5%.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

19. DISPOSITIONS FINANCIERES

19.1. Forme des prix

Les prestations sont traitées à prix fermes et forfaitaires tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement et dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

19.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport, l'hébergement, les repas, l'assurance, la gestion des déchets, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire communique les éléments relatifs aux marges pour risque et bénéfices, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la demande.

Les marges servent au calcul de l'indemnisation et sont couvertes par le secret industriel et commercial.

19.3. Taux de TVA – Monnaie

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du marché.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

19.4. Réfaction du prix

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après que ce dernier ait présenté ses observations. Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

19.5. Clause de réexamen

19.5.1. Clause de suspension des délais et pénalités

En cas de difficultés rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le Cned pourra décider de prolonger le délai d'exécution et donc de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire signale à l'acheteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée

A la suite de la réception de cette demande, l'acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais. S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation accordée sera notifiée au titulaire. Le ou les délai(s) ainsi prolongé(s) a (ont) les mêmes effets que le(s) délai(s) contractuel(s). Cette décision n'ouvre pas à droit à indemnité pour le titulaire. A défaut, en cas de refus de faire droit à cette demande, la décision de l'acheteur s'impose au titulaire qui devra se conformer au(x) délai(s) contractuel(s) sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou refuser l'exécution des prestations.

19.5.2. Substitution d'un nouveau titulaire au titulaire initial du marché

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, un avenant pourra être établi en cas de substitution d'un nouveau titulaire, à la suite d'une opération de restructuration ou de reprise, au titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le Cned en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, procès-verbal de décision le cas échéant...).

Il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le Cned pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

19.6. Avance

Sauf refus définitif et expresse exprimé par le titulaire dans l'acte d'engagement, celui-ci bénéficie d'une avance telle que prévue aux articles L2191-2, L2191-3 et R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique, sous réserve que les conditions en soient remplies.

Il est fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-MOE.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30%.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé 5%.

19.7. Modalités de facturation et de paiement

19.7.1. Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement, ou de 30 jours à compter de la date d'admission des prestations si elle est postérieure à la réception de la demande de paiement.

19.7.2. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai indiqué au 19.7.1 fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires (IM) au bénéfice du titulaire. Le taux des IM est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

19.7.3. Présentation des demandes de paiement

Les prestations font l'objet de paiements selon l'échéancier suivant :

Eléments de mission	Echéancier des paiements
3.1 - Visite et rédaction d'une étude de diagnostic	100% après remise des livrables cités à l'article 3.1 du CCTP (état de lieux, rapports d'analyse technique et fonctionnelle, ...)
3.2 - Rédaction d'un avant-projet définitif	100% après remise des livrables cités à l'article 3.2 du CCTP (formalisations graphiques, descriptifs techniques, estimation définitive du coût prévisionnel des travaux en corps d'état si nécessaire et planning prévisionnel, ...)
3.3 - Rédaction d'un projet chiffré avec calendrier prévisionnel PRO	100% après remise des livrables cités à l'article 3.3 du CCTP (formalisation graphique, description détaillée des ouvrages et spécifications techniques, présentation du coût prévisionnel des travaux par corps d'état et avant-métré, calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lots ou corps d'état)
3.4 - Rédaction et remise du DCE	100% après remise des livrables cités à l'article 3.4 du CCTP (DCE complet)
3.4 - Aide à la Contractualisation des Travaux ACT (analyse des offres)	100% après validation du rapport d'analyse des offres en Commission Permanente des Marchés Publics du Cned
3.5 - VISA des pièces écrites & graphiques produites par les entreprises	Paiement mensuel au prorata de l'avancement de la mission
3.6 - Direction de l'Exécution des Travaux DET	90% mensuellement au prorata de l'avancement de la mission 10% à la remise du décompte général définitif
3.7 - Assistance à la réception des travaux – levée des réserves - AOR	45 % à la réalisation des opérations préalables à la réception 50 % à la réception des travaux après remise des DOE 5% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux

Les montants forfaitaires de chaque élément de mission sont déterminés en fonction des pourcentages de rémunération définis dans la décomposition du prix global et forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

Outre les mentions obligatoires, la demande de paiement précise :

- Numéro de SIRET du titulaire ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- N° du marché ;
- Désignation des prestations ;
- Les prix HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- La date de facturation.

La facturation électronique étant obligatoire pour toute entreprise fournisseur du secteur public, les entreprises déposent leur(s) facture(s) sur le portail Chorus Pro, à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr> (information disponible sur le site Communauté Chorus Pro <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

L'ordonnateur des dépenses, ainsi que la personne habilitée à fournir des renseignements au sens de l'article R2191-55 du code de la commande publique, est le Directeur général du CNED, ou son représentant.

19.7.4. Présentation des demandes de paiement dans le cadre de la TVA intracommunautaire

Le prestataire situé au sein de l'Union Européenne et hors de France établit des factures selon les modalités suivantes :

- Tous les montants sont exprimés hors taxe,
- La facture comporte la mention « Autoliquidation » ou « Mécanisme d'autoliquidation » et précise que la TVA est due par l'acheteur,
- La facture indique les numéros de TVA intracommunautaire du prestataire et du Cned (FR00 197 529 050).

19.7.5. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques

➤ **En cas de groupement conjoint** (chaque membre du groupement ne s'engage que pour la partie qu'il exécute)

Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

➤ **En cas de groupement solidaire** (chaque membre du groupement s'engage financièrement pour la totalité du marché)

Le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

19.7.6. Comptable assignataire des paiements

M. l'agent comptable du CNED
2 boulevard Nicéphore Niepce
Téléport 2 – CS 80300
86963 FUTUROSCOPE CEDEX

19.8. Cession ou nantissement de créances

Conformément à l'article R2191-45 du code de la commande publique, le titulaire peut céder ou nantir la créance qu'il détient sur le Cned à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire.

En cas de sous-traitance, le montant maximum pouvant être cédé ou donné en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

20. UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application du chapitre 5 du CCAG-MOE.

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de l'exécution des prestations (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

21. RESILIATION

Il est fait application des dispositions du chapitre 6 du CCAG-MOE.

22. DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

23. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.

24. DEROGATIONS AU CCAG-MOE

L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-MOE.

L'article 8.2 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-MOE.

L'article 15.1.2 du CCAP déroge aux articles 20.2 et 21 du CCAG-MOE.

L'article 17 du CCAP déroge à l'article 16 du CCAG-MOE.